



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Pacte à quatre ou pacte franco-soviétique, c'est la guerre

La paix par la révolution prolétarienne et les Etats-Unis socialistes d'Europe



La crise internationale présente vérifie que la France capitaliste a de moins en moins une politique propre. Le tournant de l'Angleterre vers un accord avec l'Italie,

premier pas vers le rétablissement d'un pacte à quatre, a jeté l'émoi en France et posé le problème de la politique extérieure à suivre.

Aussitôt, des MILLIARDS nouveaux pour les armements sont demandés. Et pour la course aux armements, pour cette course à la destruction, à la guerre,

tous les partis français sont d'accord, de Thorez à Reynaud et même au delà. Bonnet et Marchandeaun ne disputent pas quelques centaines de millions. Une caisse autonome des armements va être créée pour laquelle des emprunts devront être faits tant et plus. Autant remplir le tonneau des Danaïdes.

**

Il faut rester liés à l'Angleterre, disent les uns, c'est la seule condition de paix ; il faut accepter de rétablir un pacte à quatre, comme jadis à Stresa. Et, par conséquent, il faut abandonner les alliances encombrantes, inutiles ou coûteuses, avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe Centrale.

D'autres, par contre, disent : suivre l'Angleterre, c'est augmenter l'appétit de l'Allemagne et de l'Italie ; la seule garantie de paix, c'est une France forte refusant de suivre l'Angleterre dans sa capitulation et renforçant ses alliances sérieuses, en premier lieu avec l'Union soviétique.

Le prochain débat parlementaire aboutira-t-il à une orientation nette dans un sens ou dans l'autre ? Ou bien les deux camps se neutraliseront-ils encore un temps autour du vide politique ?

Quoi qu'il puisse en être de ce côté, les travailleurs doivent savoir :

1° Qu'aucune des deux politiques ne constitue une garantie de paix, tout au contraire l'une ou l'autre mène à la guerre, suivant des voies plus ou moins cahotiques, mais y mène certainement ;

2° Que, pour l'une comme pour l'autre, la bourgeoisie française se tournera vers une politique intérieure de combat contre les avantages acquis, contre le niveau de vie des ouvriers, car pour

l'une quelconque de ces deux politiques, il faut des armements, c'est-à-dire des milliards encore volés aux travailleurs, la discipline dans les usines, la « paix sociale », c'est-à-dire la capitulation des ouvriers.

**

Pacte à quatre ou pacte franco-soviétique ? Les deux voies n'apportent aucune solution dans l'Europe déchirée, divisée, affamée. Les impérialismes peuvent s'aligner différemment, cela ne supprimera pas la guerre, car la guerre provient du capitalisme, incapable de sortir de la crise et de faire progresser à nouveau la société.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, seul gage de paix ! Ce n'est pas une utopie. Le développement de la révolution en France, la lutte pour le pouvoir en France par la création de soviets (conseils d'usines), réveillera, stimulera les travailleurs des pays asservis par le fascisme. La révolution en France peut seule empêcher la capitulation devant Chamberlain, Eden, Mussolini, Staline ou Hitler, car seule la révolution en France soulèvera contre les puissants et les exploités les masses travailleuses de tous les pays.

La mort de Léon Sedoff

La sentence de mort sera exécutée, avait dit Staline

Lors du premier procès de Moscou, en août-septembre 1936, Léon Sedoff, résidant en France, fut, ainsi que Léon Trotsky, résidant alors en Norvège, condamné à mort par la justice soviétique, et la promulgation de la sentence dans le journal officiel de l'U.R.S.S., la « Pravda », était suivie de l'indication que si la justice soviétique pouvait se saisir de la personne de Léon Sedoff et de celle de Léon Trotsky, la sentence serait exécutée.

Léon Sedoff vient de mourir dans les circonstances les plus troubles sur lesquelles nous ferons toute la lumière.

Nous rappelons que, dans une interview qu'il accorda, le 4 février 1937 à la revue « Confessions », Sedoff disait en substance : « Je suis en excellente santé, et rien n'a pu affaiblir ma force morale et ma volonté de travail et de lutte. Si je mourais un jour, c'est du côté de Staline qu'il faudrait en rechercher les causes et la responsabilité. »

Quant à Léon Trotsky, des informations de source sûre nous ont appris que le Guépéou a déjà réussi à établir à Mexico, ville près de laquelle il réside actuellement, un réseau de liaisons sur lesquelles des indications précises ont été retrouvées à Paris lors de perquisitions récentes.

Jugement de classe

Mardi, à la 13^e Chambre, les juges bourgeois se sont distingués en infligeant un jugement par défaut à notre camarade Raymond Molinier :

HUIT MOIS DE PRISON
ET 1.000 FRANCS D'AMENDE

pour avoir, en tant que gérant de « la Commune », pris la responsabilité d'un article paru il y a plusieurs mois, dans lequel nous appelions les ouvriers à combattre les fascistes par les armes.

Au moment où les fascistes ont accumulé des armes en quantité considérable, où la police et la justice montrent leur complaisance et leur complicité envers ceux qui préparent la guerre civile contre les ouvriers, cette police et cette justice ne nous empêcheront pas d'appeler les travailleurs à se préparer pour résister par les armes.

France et Angleterre

LA fascisation de l'Europe, l'accord avec Mussolini pour un nouvel équilibre permettant de contenir le pangermanisme et d'avoir les mains plus libres en Extrême-Orient, tels semblent être les buts poursuivis par Chamberlain. Mais la partie sera difficile à jouer : Mussolini aura les dents longues, Hitler sera difficile à mettre en cage, l'opposition anglaise s'organise, elle trouvera des appuis à l'extérieur. Le capitalisme britannique est en effet très divisé sur ce qu'il faut faire pour défendre l'Empire et les masses perçoivent le jeu « profasciste » du capital financier.

En France, les répercussions de la crise anglaise sont considérables. La lutte va se développer entre le clan « Flandin-Chamberlain » (isolement de l'U.R.S.S., renaissance du pacte à quatre, concession aux impérialismes italo-allemand) et le clan de la résistance aux exigences de ces mêmes impérialismes (renforcement de l'axe Paris-Moscou).

Entre ces deux clans, oscillant de l'un à l'autre, le gouvernement soutenu par la majorité des radicaux, continuera une politique d'équilibre à courte vue avec l'espoir d'un retour prochain d'Eden au pouvoir à Londres : il faut bien se raccrocher à quelque chose quand on n'a pas de force en soi !

Les staliniens vont mener grand bruit mais, restant sur le plan des intérêts de la France, ils n'intéresseront ni les ouvriers qui s'en foutent, ni les bourgeois qui prétendent savoir comment défendre eux-mêmes leurs intérêts.

Le ton de « l'Huma » a déjà baissé depuis vingt-quatre heures — et tout ce que ce journal a trouvé comme mot d'ordre, le jour de la reprise de Teruel, c'est... « d'exiger !... le retrait du matériel italo-allemand ! Nos staliniens ne parlent même plus de l'ouverture des Pyrénées ! Quant à la grève générale, pour jeter bas ce gouvernement qui fraye la voie au fascisme, n'en parlons pas : il faut maintenir l'unité nationale ! Décidément, la politique réformiste des partis socialiste et communiste soutenant le capitalisme français, massacrant les révolutionnaires espagnols au nom de l'antifascisme, mène le prolétariat mondial de défaites en défaites.

L'exactitude de nos prévisions tirées des enseignements de Marx et Lénine ne tardera pas à devenir évidente.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an	30 fr.
6 mois	15 fr.
3 mois	8 fr.

Compte Chèque postal :
BRAUSCH 1773-07 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. EASTIDE.

METAUX DU NORD

Lundi, encore rien de fait.

Le fameux délai fixé de huit jours expire mercredi soir 23. Il est certain que les patrons maintiendront leurs positions. A moins d'une nouvelle manœuvre des staliniens, c'est la grève pour la fin de la semaine.



LES CHOMEURS DE SAINT-DENIS POSENT LEURS REVENDICATIONS

Après notre précédent article sur les chômeurs dionysiens, nous allons, comme promis, étudier les revendications que pourrait accorder la municipalité. Nous pensons qu'il serait possible — en attendant d'en donner plus souvent — de supprimer l'obligation d'ajouter quatre francs avec les bons de charbon, et ce pour avoir droit à seulement cinquante kilos de combustible par mois d'où notre première revendication : cinquante kilos de charbon gratuit tous les quinze jours et toute l'année, car l'été, si le chauffage est inutile, il faut quand même faire cuire les repas. Nous demandons aussi l'organisation de la distribution des bons de douche, de façon que tous les chômeurs puissent en profiter.

Les chômeurs qui se trouvent en logement sont obligés de payer leur terme ; pour eux, nous réclamons que la municipalité accorde des secours extraordinaires, car si nous sommes partisans que les sans-travail ne paient pas de loyer, il ne faut pas oublier que, dès qu'ils retravaillent, il leur faut payer les termes en retard. Nous sommes tout à fait contre que les chômeurs supportent seuls les frais de la crise. Confiants, ils ont voté Front populaire et aujourd'hui ils s'aperçoivent que le gouvernement (que soutient Grenier) est plus enclin à obéir à Hitler qu'à soulager la misère des masses. Un seul exemple, qui est frappant : il est organisé à Paris une exposition contre l'hitlérisme. Eh bien ! après intervention de l'ambassade d'Allemagne, la police fit retirer de cette exposition les croquis et photos déplaisants pour Hitler. (Voyez « Huma » du 4-2-38.)

Mais revenons à Saint-Denis, et voyons un peu la soupe populaire. Tout de suite, j'indique que c'est très bien d'essayer, par ce moyen, d'améliorer un peu notre situation ; mais, malgré que nous soyons chômeurs, il se peut aussi que nous ne puissions la manger, parce que indigeste ou pas à notre goût. La preuve en est que seulement une minorité en use.

Ne serait-il pas possible, et nous croyons que si, de donner aux chômeurs qui en font la demande, les légumes et la viande non cuits ; de cette façon, ils auraient des denrées beaucoup moins chères, ce qui est appréciable.

Nous ne pouvons malheureusement voir en ce court papier toutes les revendications ; aussi, nous demandons à nos camarades chômeurs de nous écrire et de venir renforcer notre P.C.I., qui lutte sur la plate-forme révolutionnaire de Marx - Engels - Lénine.

DES six projets de loi déposés pour établir le « Statut moderne du travail », le premier qui vient d'être adopté à la Chambre concerne les procédures de conciliation et d'arbitrage.

Les travailleurs savent ce que leur a valu la loi d'arbitrage obligatoire au cours de sa première année d'existence en 1937. Le texte adopté fourmille de dispositions qui rendent ces procédures — en elles-mêmes désavantageuses pour les luttes ouvrières — totalement dangereuses pour les travailleurs.

Confirmando la loi sur les grèves, le projet soumet à la conciliation et à l'arbitrage TOUS les différends collectifs du travail. Dans le même article premier, il est prévu que les délais maximum de procédure seront de un mois ; cela suffit pour briser l'élan d'un mouvement.

L'article 4 prévoit que les surarbitres seront nommés par les préfets ou le ministre compétent.

L'article 6 bis stipule que le surarbitre et les arbitres seront tenus au secret professionnel.

Comme les salaires des ouvriers et les prix des denrées, des loyers, des transports sont bien connus, le secret professionnel ne concerne donc que les prix de revient patronaux, leurs frais géné-

LE COIN DU

LA GREVE DU « FAMILISTERE » A PANTIN

Après 63 jours de grève avec occupation de l'entreprise, un « accord » aurait été signé et les grévistes évacuèrent l'entreprise. Mais quand ils se présentèrent pour reprendre le travail, il y avait des fascistes embauchés à la place des grévistes et travaillant sous la protection de la police de Front populaire.

Quant à ceux qui firent grève, le patron leur dit : je vous écrirai.

C'est ainsi qu'ont été roulés les travailleurs de l'alimentation. Le syndicat, la presse dite ouvrière se gardent bien d'en parler.

Aux travailleurs dupés de former leur Comité pour alerter tous les travailleurs, les mettre en garde contre les trahisons et les abandons dont ils sont victimes.

AUX « COMPTOIRS FRANÇAIS » A PANTIN

Il y a toujours 120 grévistes qui occupent le garage. Mais les autres continuent de travailler.

L'organisation syndicale ne fait actuellement rien pour les grévistes.

Les travailleurs de l'alimentation sont trahis par les directions syndicales. Pour surmonter les trahisons, ils doivent constituer leurs Conseils d'entreprise et appeler les travailleurs de toutes corporations à les soutenir avec énergie.

A TOULOUSE

Les employés des grands magasins sont en grève depuis le 24 décembre. Voici donc deux mois que les travailleurs de cette corporation luttent pour le relèvement de leurs salaires.

Mais ce n'est pas seulement dans la presse de Paris que vous ne trouverez rien sur cette grève. La presse locale est également muette. A la Bourse du travail on peut chercher en vain une réunion pendant des jours.

Le journal qui s'intitule « Midi Socialiste » rend compte par exemple de la conclusion de la grève du Bâtiment en moins de 20 lignes qui se terminent ainsi : « Enfin ce conflit a été heureusement solutionné, nous ne pouvons tous qu'en être profondément satisfaits. Que n'en est-il hélas de même de tous les autres ». Mais il n'y a pas un mot sur « les autres ».

C'est ainsi que, dans la grande « Cité rouge » du Midi, les travailleurs sont, comme partout ailleurs, laissés à l'abandon par ceux qui prétendent être leurs défenseurs. Pour eux, il n'y a qu'un moyen de mener leur lutte de façon énergique jusqu'à la victoire : c'est d'élire, dans leurs entreprises, des Conseils composés des camarades les plus vigilants et les plus combattifs, de prendre eux-mêmes en mains la direction de leur mouvement.



Le « statut moderne

La loi sur l'arbitrage
obligatoire aggravé

raux, leurs profits. Ainsi même les chiffres — non vérifiés — fournis par les patrons aux arbitres et surarbitres devront rester ignorés des travailleurs. Cet article 6 bis est lié en premier lieu à l'article 8, le fameux article 8 qui, selon les staliniens, les socialistes et les dirigeants de la C.G.T., instituerait une « échelle mobile ». En cas de variation notable du coût de la vie, cet article 8 déclare :

... Dans le cas susmentionné et si la variation accusée par l'un des indices officiels du coût de la vie est d'au moins 5 % depuis la date d'établissement des salaires en cause, les arbitres ou le surarbitre doivent proportionner à la variation constatée les salaires dont cette variation rend la modification nécessaire, ainsi que les allocations familiales, à moins que la partie patronale ne leur apporte la preuve que cet ajustement est incompatible avec les conditions économiques de l'entreprise ou de l'industrie où s'est produit le différend.

Dans ce dernier cas, les salaires seront fixés par les arbitres s'ils sont d'accord ou, à défaut d'accord, par le surarbitre au niveau compatible avec les possibilités de l'entreprise ou de l'industrie.

Au cours du débat, Chautemps a précisé qu'il s'agit de conditions de toute une industrie ou de

DU PROLO

LES TRAVAILLEURS DE PUTEAUX MANIFESTENT CONTRE LE FASCISME

Dimanche matin, les fascistes furent chassés du marché de Puteaux, ainsi que nous l'avons relaté dans notre numéro précédent. Le « Petit Journal » pleurniche en montrant en photo la tête d'un des fascistes enveloppée d'un pansement. Accident du travail pour un adhérent de ces bandes d'assassins de travailleurs.

Lundi soir, le P.P.F. tenait une réunion privée à Puteaux où Doriot devait venir. Que le maire S.F.I.O. Barthélemy ne fasse rien contre, aucune surprise car c'est un copain à Doriot. Quant aux staliniens, ils avaient invité les ouvriers à ne pas bouger, pour ne pas tomber dans des provocations, etc... Néanmoins, 150 ouvriers environ vinrent pour manifester. Là encore, le P.C.I. fut présent et fit une agitation pour les mots d'ordre de milice ouvrière et d'armement du prolétariat.

AU 13^e E.R.T., A CLERMONT-FERRAND

Le Front dit Populaire avait promis l'amélioration de l'ordinaire des soldats ; or, non seulement il fait crever de faim ceux qu'il incarcère pendant 24 mois, mais encore il leur enlève le droit de dire ce qu'ils en pensent.

A Clermont-Ferrand, au 13^e E.R.T., un soldat a été puni de 45 jours de prison, dont 15 de cellule (par ces temps-ci, peut-être une bonne congestion le libérera avant l'expiration des deux ans) pour avoir dit, au réfectoire que la nourriture était infecte !



Je veux parier qu'après cette doctorale sentence, satisfait de lui, le général « scrongneugneu » en a raconté quelques-unes d'égrillardes à la Comtesse et à ses amis, tout en savourant quelques-uns de ces petits plats bien mijotés, dont ces salopards de deuxième classe n'auraient tout de même pas l'intention de se mettre en travers du gosier ; ma parole, si on les écoutait, ils voudraient manger à tout les repas ; Bonne Mère, où irions-nous ?

derne du travail "

rbitrage
ggravée



toute une région. Les chiffres seront ceux fournis par des syndicats patronaux, aucun contrôle ouvrier ne s'exercera sur eux, la comptabilité des entreprises ne restera connue que des administrateurs de sociétés, entre qui il n'existe pas de secret commercial. Les prolétaires n'auront toujours que le droit de les enrichir.

L'article 10 stipule que le Ministre du travail aura la possibilité de déférer une sentence devant une COUR SUPREME D'ARBITRAGE composée :

du vice-président du Conseil d'Etat ou d'un président de section au Conseil d'Etat, président ;

de deux conseillers d'Etat ;

de deux hauts magistrats de l'ordre judiciaire et de deux hauts fonctionnaires de l'Etat en activité ou en retraite, ayant été antérieurement investis, au moins trois fois, de la mission de surarbitre pour la solution d'un différend collectif du travail ;

de deux représentants patronaux et de deux représentants ouvriers proposés par les confédérations patronale et ouvrière les plus représentatives ou, à défaut d'une telle proposition, par la commission permanente du Conseil national économique.

Vers le quotidien pour la IV^e Internationale

Depuis six numéros en quinze jours, « la Commune » paraît trois fois par semaine.

IL DEPEND DE TOI QUE CELA PUISSE CONTINUER.

Combien de temps durera cette expérience qui a été fixée primitivement par le Comité Central à un mois ?

Donnera-t-elle les résultats que nous tous avons cherché :

DIFFUSION PLUS LARGE PARMIS LES PROLOS D'USINE DE NOS

MOTS D'ORDRE ADAPTES A LA SITUATION QUOTIDIENNE ;

PASSAGE A LA PARUTION QUOTIDIENNE DANS UN TEMPS TRES COURT.

Irons-nous de l'avant ou devra-t-on reparaître, après ce délai, avec l'ancien format ?

Cela dépend de toi plus que de notre volonté. Il faut qu'avec nous, tu travailles à notre journal pour améliorer sa tenue, sa composition, sa présentation et, pour ce faire, nous te demandons de nous aider par tous les moyens.

Pour la rédaction, envoie des articles des faits de boîtes.

Pour la vente, diffuse le journal dans ta boîte, sur les marchés, les foires agricoles, dans les restaurants, en surveillant les kiosques, les postes de vente, en demandant aux dépositaires de l'avoir régulièrement et de l'exposer.

Financièrement, en nous envoyant régulièrement ton obole, fais circuler des listes de souscription, abonne-toi, et abonne tes amis.

Avec ton appui, nous devons avoir, sous quelques semaines, un quotidien qui nous permettra de lutter pour défendre nos idées communes.

**

En Province, « La Commune » est mise en vente dans toutes les gares et chez les dépositaires suivants :

Marseille : Kiosque de la Bourse du Travail.

Grenoble : Tabac-Journaux, 149, cours Berriat.

Avignon : Kiosque Domengue.

Bordeaux : Kiosque, 33, cours Victor-Hugo.

Poitiers : La Civette, tabac, place d'Armes.

Le Havre : dans les kiosques suivants : Gare - Gare automobile - Hôtel de Ville - Place Gambetta - Rond-Point.

Saint-Claude : Dépôt Hachette, rue du Pré.

Toulouse : Kiosque Malin, allées Jean-Jaurès, à Toulouse.

C.C. — Dimanche 27 février, lieu habituel.

**

Assemblée d'information de la Région parisienne. Un rapport sur l'Espagne.

**

La date de la journée d'étude primitivement fixée au 20 février, puis reculée, sera fixée ultérieurement.

Les patrons n'ont vraiment pas de quoi se plaindre. Ajoutons aussi que, suivant ce même article 10, Ces recours ne sont pas suspensifs.

Et l'article suivant, 10 bis, prévoit une procédure accélérée de notification de la sentence, une durée de 24 heures.

Les bourgeois sont beaucoup plus pressés de faire appliquer les sentences des hauts magistrats que de faire fonctionner une procédure au moment où la combativité ouvrière est au voisinage du maximum.

Il faut aussi ajouter que le texte adopté met sur le même pied, dans certaines dispositions, la C.G.T. et les organisations syndicales jaunes.

Tel est le texte adopté par la Chambre. Maintenant c'est le Sénat qui va se charger de mettre encore plus au point la machine antiouvrière.

Nous verrons, pour terminer, les deux projets concernant l'embauchage, le débauchage et le placement. Ils sont tout à fait comparables aux autres projets que nous avons déjà examinés. Encore une fois, répétons ce qu'il faut dire et redire sans cesse : on ne peut amender, on ne peut améliorer un tel projet, il ne peut être question de rendre plus ajustable une camisole de force. Les travailleurs doivent, par leur action, empêcher qu'elle leur soit passée.

A nouveau sur le S.I.A.

LES partisans de la lutte révolutionnaire ne peuvent limiter l'activité commune à la solidarité contre les crimes staliniens, fascistes ou « républicains ». Les victimes de la répression dans leurs cachots, dans les bagnes, si elles apprennent certainement la lutte qu'anarchistes, socialistes de gauche, trotskystes, syndicalistes, mènent pour améliorer leur sort et les faire libérer, mais se posent pour eux comme pour nous tous le problème : « Comment faire pour que cela ne se reproduise pas ? Comment vaincre ? ». Pour la solidarité, le S.I.A. a sa place, mais ceux qui ne lui négligent pas leurs efforts doivent être conséquents en ne limitant pas leur front unique au S.I.A., en l'étendant par d'autres organismes à la lutte effective contre les causes de la répression staliniste et fasciste.

Il n'est pas question de transformer le S.I.A. en une organisation ayant des buts plus complets. L'organisation de solidarité doit se développer, s'améliorer, ne pas rechercher de concours vers Jouhaux ou Longuet, et ouvrir sa tribune à ceux qui ne sont pas les derniers à sentir la répression : les partisans de la IV^e Internationale. Il est honteux et caractéristique que certains puissent prétendre que la présence des révolutionnaires que nous sommes empêcherait le concours des Jouhaux et autres !

Il faut faire entre anarchistes, G.R., syndicalistes révolutionnaires, trotskystes, un pas de plus, il faut discuter du programme devant permettre une lutte efficace contre ce qui engendre la répression, il faut sur certains points commencer à agir en commun pour dénoncer la trahison et pour organiser la lutte contre elle, pour bâtir le « barrage ».

Sur ce point, la plus grande partie des dirigeants anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, G.R., ne veulent rien entendre, ils crient au noyautage, s'élèvent contre les « états-majors » ; que signifie tout ce bruit, si ce n'est qu'ils n'osent soumettre à la discipline commune, « leur programme », leurs propositions, pour sortir de la situation présente la classe ouvrière.

Un examen attentif des positions de ces différentes tendances — anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, G.R. — révèle une absence commune de position précise — de programme — sur la plupart des problèmes présentés, une grande variété d'opinions au sein même de chaque tendance. C'est ce qui donne à ces tendances un caractère éphémère car l'évolution politique des divergences qu'elles portent en leur sein les subdivise inéluctablement.

Face à elle, les bolcheviks-léninistes ont élaboré un programme pour trouver les leviers de la lutte des quinze ans qui vient de s'écouler, les bolcheviks-léninistes ne se considèrent pas comme un « état-major », ils sont tout prêts à soumettre la leçon qu'ils tirent des expériences de la Révolution russe et de la contre-révolution en Allemagne, en Espagne, à tout camarade ou groupe, mais leur programme est un tout.

IV^e Internationale, cela signifie programme de combat, c'est ce programme vers lequel s'acheminent les milliers d'ouvriers qui comprennent la trahison dont ils sont victimes.

Notre prochain article le développera et le comparera aux positions des différents partis qui se réclament de la révolution prolétarienne.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.

36, rue du Château-d'Eau, 36

contre les falsifications de l'histoire de la Révolution d'Octobre.

XX^e ANNIVERSAIRE DE L'ARMÉE ROUGE

Il y a vingt ans que fut créée l'Armée Rouge. La bureaucratie dirigeante d'aujourd'hui, dans sa falsification du passé, porte particulièrement ses efforts sur les événements qui se rapportent à l'Armée rouge et aux années si périlleuses de la guerre civile. Car elle veut dissimuler à tout prix le rôle immense de Trotsky dans ces pages de l'Histoire d'Octobre.

Les journalistes à la solde de Staline s'efforcent chaque année de prouver que c'est Staline qui a tout fait dans cette période et que, sans lui, l'Armée rouge eût été vaincue par les trahisons de Trotsky. Un tel mensonge a beau être répété à des millions d'exemplaires, Staline se trouve contraint de le renouveler sous des formes chaque fois plus grossières car il ne prend pas.

Rien ne pourra détacher le nom de Trotsky de l'Armée rouge qu'il créa et impulsa.

Nous donnons ici quelques documents de la période de guerre civile. Le serment du soldat rouge a été changé. Le nom de Staline qui n'était pas sur ces documents de la révolution contresigne maintenant les crimes de la contre-révolution.

La puissance bureaucratique a pu vaincre la révolution, mais elle n'en est pas venue à bout. La révolution reprendra sa marche en avant, en Russie comme ailleurs, et elle célébrera les anniversaires de l'Armée rouge en balayant l'amas de mensonges, d'infamies et de crimes sur lequel trône Staline.

Décret du conseil des commissaires du peuple instituant une Armée Rouge

Pétrograd, 15 janvier 1918.

L'ancienne armée a servi d'arme à la bourgeoisie pour l'oppression de la classe des travailleurs. Au moment où les travailleurs et les exploités ont pris le pouvoir, la nécessité se fait sentir de former une nouvelle armée, qui sera, dans le présent, un rempart pour le pouvoir soviétiste et, dans un avenir prochain, une base pour remplacer l'armée permanente, une arme internationale et qui servira de soutien pour la future révolution socialiste en Europe.

I

Considérant ceci, le Soviet des Commissaires du peuple arrête : d'organiser une nouvelle armée sous le nom d'Armée rouge des ouvriers et paysans, et sur les bases suivantes :

1. L'Armée rouge des ouvriers et paysans est composée des éléments les plus conscients et les plus organisés des classes laborieuses.

2. Son accès est ouvert à tous les citoyens de la République russe qui ont plus de 18 ans. Entrent à l'Armée rouge tous ceux qui sont prêts à donner leurs forces, leur vie, pour défendre les conquêtes de la Révolution d'octobre, le pouvoir soviétiste et le socialisme. Pour entrer dans l'Armée rouge, il est indispensable d'avoir des recommandations de comités militaires ou d'organisations démocratiques publiques dont le programme soit celui du pouvoir soviétiste, d'organisations de parti ou professionnelles, ou tout au moins de deux membres de ces organisations. Pour les adhésions de fractions complètes, on exige de tous une caution mutuelle et un vote nominal.

II

1. Les soldats de l'Armée des ouvriers et paysans sont entretenus complètement aux frais de l'Etat et, en plus, reçoivent 50 roubles par mois.

2. Les membres des familles des soldats de l'Armée rouge qui étaient à leur charge et qui sont inaptes au travail, sont défrayés de tout le nécessaire d'après les règles locales de consommation, conformément aux décrets des organes locaux du pouvoir soviétiste.

III

L'organe suprême de direction de l'Armée rouge des ouvriers et paysans est le Soviet des Commissaires du peuple. La direction immédiate et le commandement de l'Armée sont concentrés au Commissariat à la Guerre et

Serment du Soldat Rouge

« Moi, fils du peuple laborieux, citoyen de la République des Soviets, accepte le titre de soldat dans l'armée des ouvriers et des paysans. Devant la classe ouvrière de la Russie et du monde entier, je m'engage à apprendre consciencieusement mes devoirs et à veiller à ce que la prospérité du peuple, armes et uniformes, ne soit ni endommagée ni perdue. Je m'engage à observer strictement et inflexiblement la discipline révolutionnaire et à exécuter sans hésitation les ordres de mes chefs nommés par le gouvernement des ouvriers et des paysans. Je m'engage à ne pas accomplir les actes qui portent préjudice à la dignité de citoyen de la République et à en dissuader mes camarades ; à diriger toutes mes actions et toutes mes pensées vers la grande œuvre de libération de tous les ouvriers. Je m'engage, au premier appel du gouvernement des ouvriers et des paysans, à venir pour défendre la République des Soviets contre tous les dangers et contre toutes les attaques de ses ennemis ; à ne pas épargner mon énergie ni ma vie dans la lutte pour la République ou pour le monde du Socialisme et de la fraternité. Si, par une mauvaise action, je déroge à mon serment solennel, que je sois méprisé de tout le monde et puni avec toute la rigueur de la loi révolutionnaire. »

Proclamation de Trotsky à la flotte

(12-11-1919)

« L'âme de la flotte de la Baltique est vivante. Le danger est un compagnon inévitable, dans une guerre acharnée. Tant qu'il y aura guerre, il y aura du danger et toujours nous saurons aller courageusement au-devant de lui. De nouveaux navires sont déjà venus prendre la place des disparus. De jeunes guerriers courageux vont remplacer les héros tombés... »

Signé : Le président du Conseil révolutionnaire de la République des Soviets,

L. Trotsky.

(Isv. de Pétrograd.)

dans le Collège panrusse, qui y est spécialement formé.

Le président du Soviet des Commissaires, Lénine.

Le commandant en chef, Krylenko. Les Commissaires à la Guerre et à la Marine, Dybenko et Podvoisky. Les commissaires, Prochiane, Zaton-sky, Steinberg.

Le chargé d'affaires du Soviet des Commissaires, Bontch-Brouévitch. Le secrétaire du Soviet des Commissaires, Gorbounov.

Extrait d'une lettre de Trotsky à Monatte, Rosmer et Loriot

Rejetant le mensonge conventionnel du parlementarisme démocratique, nous avons créé, dans les soviets, une vraie démocratie de la classe ouvrière. La Russie soviétiste a attiré des millions d'ouvriers et de paysans à l'œuvre de l'organisation d'une vie nouvelle.

Malgré les difficultés inouïes, les masses ouvrières de la Russie ont créé leur armée rouge. Sur tous les champs de bataille, les prolétaires de Pétrograd et de Moscou en sont les chefs. Les paysans de l'Oural, de la Sibérie, de l'Ukraine et du territoire du Don ont accueilli cette armée en libératrice. Les commissaires de nos bataillons et de nos régiments sont, en même temps, des porteurs de culture communiste, des éducateurs d'une vie nouvelle dans les places libérées.

La crise économique et la crise alimentaire ne sont pas encore vaincues, parce que les principales forces et moyens du pays sont absorbés par cette guerre que le capital anglo-français nous impose atrocement. Nous avons la ferme espérance de pouvoir en finir avec nos ennemis dans un temps proche. Alors, toutes les forces et tous les moyens du pays seront concentrés, tout l'enthousiasme et tout l'élan de l'avant-garde du prolétariat seront dirigés dans les voies de la réédification économique.

Nous vaincrons la crise économique et la crise alimentaire, comme nous avons vaincu Koltchak et comme nous sommes près de vaincre Denikine. Nos bataillons triomphants dans les steppes sibériennes et sur la route du Turkestan engendrent une explosion d'enthousiasme révolutionnaire parmi les peuples asservis de l'Asie. En outre, nous n'avons pas le moindre doute que l'heure va sonner de la Révolution sociale dans tous les pays de l'Europe.

Plus est grossier le triomphe du militarisme, du vandalisme et de la trahison socialiste dans la France bourgeoise, plus impitoyable sera l'insurrection du prolétariat, plus résolue sera sa tactique, plus pleine sera sa victoire.

Dans nos succès temporaires et dans nos victoires décisives, nous ne vous oublions pas un seul moment, chers amis. Nous savons que la cause du communisme se trouve en des mains sincères et fermes.

Vive la France révolutionnaire ! Vive la France prolétarienne !

Vive la révolution sociale mondiale !
Pétrograd, le 1^{er} septembre 1919.

Léon Trotsky.